

A la une

ilBoursa.com

Tunis Re annonce un chiffre d'affaires record de 235 millions de dinars en 2024

20/01/2025

Face à un environnement toujours impacté par les instabilités géopolitiques et les répercussions du changement climatique, Tunis Re confirme encore une fois sa résilience en 2024 en réalisant de solides performances techniques et financières.

La compagnie a réalisé au terme de l'année dernière un chiffre d'affaires record de 234,7 millions de dinars, en progression de 5,5 % par rapport à 2023. Cette hausse a concerné principalement le marché étranger (+13%), contre une consolidation du portefeuille au niveau du marché domestique.

L'activité Retakaful a clôturé 2024 avec une augmentation de son chiffre d'affaires, passant de 21,5 millions de dinars à 26,5 millions de dinars, soit une hausse de 23 %. Par rapport aux objectifs fixés, le chiffre d'affaires provisoire à fin 2024 a dépassé les prévisions de 5 points.

Après rétrocession, les primes retenues ont enregistré une progression de 8% par rapport à 2023.

Le ratio de sinistralité net reste maîtrisé à un niveau de 59%, traduisant une bonne gestion des risques, permettant ainsi la réduction de l'impact de la sinistralité survenue.



La Banque mondiale prévoit une croissance de 2,2 % de l'économie tunisienne en 2025

P.03

Algérie :La Cagex va se lancer dans l'assurance des investissements nationaux à l'étranger.

P.05

MENA:2025 Outlook stable on growth and reforms despite geopolitics

P.08

Syria:Insurance sector could collapse, Federation warns

P.09

Fitch: LA wildfires may cost 30% of European reinsurers' 2025 budgets

P.10

Aon flags 60% protection gap as nat cat losses reach \$368bn in 2024

P.11

Hannover Re now seeks up to \$200m of aggregate retro from 3264 Re 2025 cat bond

P.12

Quant aux produits financiers, ils ont enregistré une hausse de 8,4% passant d'un revenu de 28,8 millions de dinars à un produit de 31,2 millions de dinars. Ces produits englobent les intérêts courus et non échus (pour les deux exercices 2023 et 2024).

P.03

SOMMAIRE

Tunis Re annonce un chiffre d'affaires record de 235 millions de dinars en 2024	03	NIA welcomes third-party motor insurance enforcements	07
Afrique Assistance devient Mawdy Services	03	Flexible car premiums essential to driving coverage as costs rise	08
La Banque mondiale prévoit une croissance de 2,2 % de l'économie tunisienne en 2025	03	MENA:2025 Outlook stable on growth and reforms despite geopolitics	08
BCT : Afreximbank s'engage pour le développement de la Tunisie avec un nouveau centre régional	04	WTW secures reinsurance license in Saudi Arabia	09
Algérie :La Cagex va se lancer dans l'assurance des investissements nationaux à l'étranger.	05	Syria:Insurance sector could collapse, Federation warns	09
AXA Assurance. Gilles Fromageot prend les commandes au Maroc et en Afrique	06	Fitch: LA wildfires may cost %30 of European reinsurers' 2025 budget	10
Maroc:Entrée en vigueur de l'obligation des assurances « Tous Risques Chantier » et « Responsabilité Civile Décennale »	06	Aon flags %60 protection gap as nat cat losses reach \$368bn in 2024	11
Visite technique obligatoire pour la souscription d'une assurance automobile en Côte d'Ivoire	07	Hannover Re now seeks up to \$200m of aggregate retro from 3264 Re 2025 cat bond	12

Tunis Re annonce un chiffre d'affaires record de 235 millions de dinars en 2024

20/01/2025

La compagnie a réalisé au terme de l'année dernière un chiffre d'affaires record de 234,7 millions de dinars, en progression de 5,5 % par rapport à 2023. Cette hausse a concerné principalement le marché étranger (+13%), contre une consolidation du portefeuille au niveau du marché domestique.

L'activité Retakaful a clôturé 2024 avec une augmentation de son chiffre d'affaires, passant de 21,5 millions de dinars à 26,5 millions de dinars, soit une hausse de 23 %. Par rapport aux objectifs fixés, le chiffre d'affaires provisoire à fin 2024 a dépassé les prévisions de 5 points. Après rétrocession, les primes retenues ont enregistré une progression de 8% par rapport à 2023.

Le ratio de sinistralité net reste maîtrisé à un niveau de 59%, traduisant une bonne gestion des risques, permettant ainsi la réduction de l'impact de la sinistralité survenue.

Quant aux produits financiers, ils ont enregistré une hausse de 8,4% passant d'un revenu de 28,8 millions de dinars à un produit de 31,2 millions de dinars. Ces produits englobent les intérêts courus et non échus (pour les deux exercices 2023 et 2024). Ils ne tiennent pas compte des intérêts sur dépôts auprès des cédantes.

Avancement dans le projet de mise en place des normes IFRS/IAS

Tunis Re, poursuit ses travaux sur les différentes phases liées au projet de mise en place des normes IFRS, aussi bien sur les volets actuariels que comptables. Dans ce cadre, les différents retraitements des états financiers 2023, sous IFRS 4, ont été finalisés, faisant ressortir un impact modéré.

En parallèle, les travaux d'implémentation sous IFRS17 sont en phase d'avancement avec l'accomplissement d'un exercice en dry run et seront soumis au COPIL de Tunis Re, courant le premier trimestre 2025, pour approbation des modèles et approches à adopter.

Afrique Assistance devient Mawdy Services

17/01/2025

Afrique Assistance, société du groupe espagnol Mapfre, changera de nom pour adopter celui de « Mawdy Services ».

Pour célébrer ce rebranding, un cocktail dinatoire se tiendra le 23 janvier 2025 à l'hôtel The Nine Lifestyle Experience à Tunis, Tunisie.

Pour rappel, Afrique Assistance est codétenue par Mapfre et par des compagnies d'assurance tunisiennes.



La Banque mondiale prévoit une croissance de 2,2 % de l'économie tunisienne en 2025

17/01/2025

La Banque mondiale prévoit une croissance de 2,2% pour la Tunisie en 2025, une légère hausse par rapport à 1,2% en 2024. Selon un rapport publié vendredi intitulé « Croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord », ce taux devrait encore augmenter en 2026 pour atteindre 2,3%.

Le rapport explique que les conditions de sécheresse prolongée et la faiblesse de la demande intérieure ont freiné la reprise économique en 2024, dépassant ainsi les attentes initiales. Toutefois, les prévisions pour 2025 restent optimistes, soutenues par des perspectives de financement extérieur plus favorables.

Les Nations Unies, de leur côté, estiment que la croissance de la Tunisie atteindra 1,5% en 2025, puis 1,9% en 2026. L'inflation, quant à elle, devrait baisser pour s'établir à 6,9% en 2025 et 6,6% en 2026, après un pic de 7,2% en 2024.

Au niveau de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, la Banque mondiale a revu ses prévisions de croissance à 3,4% pour 2025,

contre 3,8% en octobre dernier. Elle table sur une croissance de 4,1% pour 2026.

Le rapport de la Banque mondiale souligne que les économies émergentes, représentant 60% de la croissance mondiale, devraient conclure le premier quart du XXI^e siècle avec les prévisions de croissance à long terme les plus faibles depuis 2000. En ce qui concerne l'économie mondiale, une croissance modérée de 2,7% est attendue pour 2025 et 2026, dans un contexte de ralentissement progressif de l'inflation et des taux d'intérêt.

Les prévisions pour 2025 sont révisées à la baisse en raison de la prolongation de certaines réductions volontaires de production de pétrole dans des pays producteurs clés.

La Banque mondiale évoque également une forte incertitude concernant les perspectives futures de la région, en raison des conflits armés et des tensions persistantes dans plusieurs pays.

Enfin, dans la loi de finances 2025, le gouvernement tunisien prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,2% pour 2025, sur la base des résultats attendus pour 2024, prenant en compte l'exécution du budget jusqu'à fin août dernier.



WEBMANAGERCENTER
Depuis 2000

BCT : Afreximbank s'engage pour le développement de la Tunisie avec un nouveau centre régional

21/01/2025

Le Vice-Président de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), George Elombi, a réitéré l'engagement de son institution à soutenir "activement", les projets de développement en Tunisie, "tout en mettant à sa disposition des ressources de financement adaptées à ses besoins".

Lors d'une réunion de travail tenue récemment, au siège de l'institut d'émission, avec le gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie, Fethi Zouhaier Nouri, le Vice-Président de l'Afreximbank, a affirmé que son institution projette de renforcer sa présence en Tunisie, à travers l'ouverture d'un centre régional qui "marquera une nouvelle ère de coopération", tout en soutenant activement les initiatives qui promeuvent une croissance inclusive et durable

en Tunisie, selon un communiqué publié par la BCT.

Conduisant une délégation de haut niveau de l'Afreximbank, Elombi a assuré que les relations entre son institution et la Tunisie, sont "dans une nouvelle dynamique positive de coopération", réaffirmant l'engagement de la Banque à valoriser et à renforcer ces liens de coopération.

De son côté, le gouverneur de la BCT, Fethi Zouhaier Nouri a mis l'accent sur la nécessité de disposer de moyens de financement adaptés et innovants pour réaliser des projets clés de développement répondant aux ambitions de la Tunisie d'atteindre une croissance durable et inclusive.

Par ailleurs, les discussions ont porté sur le rôle des plateformes de paiement régionales dans le développement des relations économiques entre les pays du continent africain.

A cet égard, Nouri a rappelé que l'adhésion de la BCT à la plateforme PAPSS (Pan-African Payment and Settlement System), le 6 février 2024, a représenté une avancée majeure dans l'intégration économique et financière de la Tunisie dans le continent africain et est venue couronner les efforts du Gouvernement pour la concrétisation de l'intégration du pays à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), tout en assurant que cette initiative constitue un levier stratégique pour dynamiser les transactions transfrontalières et optimiser l'efficacité économique de la région.

Il a, à cette occasion, insisté sur l'importance de l'adhésion des banques tunisiennes à ladite plateforme pour accompagner au mieux les opérateurs économiques tunisiens et permettre de renforcer les échanges commerciaux et de promouvoir l'intégration économique régionale.

Algérie : La Cagex va se lancer dans l'assurance des investissements nationaux à l'étranger.

17/01/2025

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie de l'exportation (Cagex), compte se lancer, cette année, dans l'assurance des risques liés aux investissements algériens à l'étranger.

Cette action s'inscrit dans le cadre d'un programme de déploiement et de diversification de ses produits et services, a annoncé le PDG de cette compagnie publique, Zohir Laïche.

«Nous sommes en phase de développement d'un produit que nous comptons lancer en 2025 et qui offre une couverture appropriée pour prendre en charge les risques liés à l'installation des investisseurs Algériens à l'étranger», a-t-il déclaré.

Premier du genre en Algérie, ce nouveau produit interviendra dans le sillage de l'augmentation substantielle, en 2024, du capital social de la compagnie, passé de 3 à 10 milliards de Da, avec l'introduction du Trésor public comme actionnaire majoritaire.

Cette hausse permet à la Cagex d'assurer, souligne-t-il, «une meilleure présence sur son marché, en se déployant dans les différentes régions du pays, et en proposant une offre plus diversifiée».

Cela, a-t-il dit, intervient parallèlement à l'investissement dans la technologie et la digitalisation qui représentent également «un défi majeur de l'entreprise pour les années à venir afin de permettre de jouer pleinement son rôle dans la sécurisation des transactions et des opérateurs économiques».

Selon Laïche, «l'assurance des investissements nationaux à l'étranger viendra renforcer et diversifier la gamme de produits de la Cagex, et qui se concentre jusque-là sur l'assurance crédit à l'exportation qui couvre les exportateurs contre les risques d'insolvabilité des acheteurs».

En 2023, les flux nets sortants des investissements directs algériens à l'étranger avaient totalisé 84 millions de dollars, contre 71 millions de dollars une année auparavant, selon le rapport annuel de la Banque d'Algérie portant sur l'évolution économique et monétaire pour 2023. La principale vocation de la Cagex est l'accompagnement des exportateurs dans leurs stratégies de développement à l'international. Outre l'assurance-crédit à l'export, les services de

cette compagnie couvrent d'autres créneaux à l'image de la prise en charge du risque politique pour le compte de l'Etat, l'accompagnement des acteurs économiques dans la phase de prospection, en mettant à leur disposition les informations économiques et commerciales sur les marchés sur lesquels ils veulent se positionner, mais également sur les acheteurs et clients avec lesquels ils comptent réaliser leurs exportations.

Selon Laïche, la Cagex assure aussi l'accompagnement des opérateurs économiques nationaux dans leur participation aux foires et expositions organisées à l'étranger dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbures.

A ce propos, le PDG de la compagnie a relevé «l'évolution appréciable» des exportations algériennes non-pétrolières ces dernières années dans le sillage du dispositif national de promotion de ces exportations, soulignant «les atouts dont dispose l'Algérie pour diversifier son économie et accéder aux marchés étrangers, notamment africains».

Il a affirmé que «la révision du cadre réglementaire lié aux exportations, les facilitations fiscales, douanières mais aussi la mise en place de zones franches aux frontières terrestres ainsi que les projets structurants routiers et miniers, entre autres, «ne peuvent que soutenir davantage la stratégie nationale de promotion des exportations et encourager les opérateurs économiques à aller vers les marchés étrangers».

Hausse de %25 du chiffre d'affaires en 2024

S'agissant des résultats de la compagnie en 2024, le même responsable a fait part de «la réalisation d'un chiffre d'affaires avoisinant les 150 milliards de Da, en progression de %25 par rapport à l'exercice 2023».

«Les perspectives sont prometteuses, ce qui nous encourage à déployer des efforts supplémentaires pour couvrir à la fois le marché local et international», a indiqué le PDG de la Cagex qui mise sur la coopération internationale, notamment avec les compagnies similaires et des réassureurs arabes.

C'est dans ce cadre que la Cagex a conclu 6 conventions de coopération de partenariat et d'échanges d'information qui vont «consolider davantage sa position dans le marché, et les accords se poursuivent pour enrichir la base de données de la compagnie relative notamment aux clients potentiels des exportateurs algériens, laquelle constitue un élément crucial qui permet à la Cagex de jouer pleinement son rôle dans la promotion des exportations hors hydrocarbures».

AXA Assurance. Gilles Fromageot prend les commandes au Maroc et en Afrique

16/05/2025

AXA Assurance Maroc a annoncé la nomination de Gilles Fromageot au poste de Directeur Général, avec prise de fonction prévue le 24 février 2025, sous réserve des autorisations réglementaires nécessaires.

AXA annonce la nomination de Gilles Fromageot comme Directeur Général d'AXA Assurance Maroc et des entités de la compagnie en CIMA.

Fort de 25 ans d'expérience dans l'industrie de l'assurance, Fromageot apportera son expertise pour renforcer la protection des clients au Maroc ainsi que dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, dont le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal.

Actuellement Directeur Régional d'AXA XL en Asie, où il pilote la stratégie de croissance et l'expansion sur de nouveaux marchés, Gilles Fromageot succède à Meryem Chamî, qui quitte ses fonctions pour des raisons personnelles.



Entrée en vigueur de l'obligation des assurances « Tous Risques Chantier » et « Responsabilité Civile Décennale »

17/01/2025

La souscription des polices d'assurance Tous Risques Chantier (TRC) et Responsabilité Civile Décennale (RCD) devient obligatoire au Maroc.

L'assurance TRC propose une couverture aux tiers contre les dommages corporels et matériels causés lors des travaux de chantier. La garantie couvre également le maître d'ouvrage contre les risques qui pourraient impacter ses biens et travaux de construction.

L'assurance RCD protège, pour sa part, les acquéreurs et futurs propriétaires de biens immobiliers. En cas de sinistre, la RCD obligatoire indemnise les personnes concernées rapidement et sans recherche de responsabilité.

L'objectif de cette nouvelle obligation est

de garantir une meilleure protection des parties impliquées dans les projets de construction et de renforcer le respect des exigences réglementaires.

Les assurances « Tous Risques Chantier » (TRC) et « Responsabilité Civile Décennale » (RCD) sont désormais obligatoires, suite à la publication au Bulletin Officiel de deux arrêtés ministériels. Le premier est relatif aux assurances de construction alors que le second fixe les conditions générales-types applicables aux contrats d'assurances obligatoires TRC et RCD.

Elaborés sur proposition de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) et en application du Code des assurances, ces textes précisent les paramètres clés de ces deux assurances obligatoires, notamment les plafonds de garantie, les franchises applicables, les exclusions, ainsi que les conditions générales-types. Ils visent à protéger les différents acteurs du secteur de la construction tout en garantissant un cadre structuré et sécurisé pour la réalisation des projets. En ce qui concerne l'assurance « Tous Risques Chantier », elle est obligatoire pour le maître d'ouvrage pendant toute la durée des travaux. Elle inclut deux garanties essentielles : la garantie dommages couvrant les préjudices matériels affectant la construction, les matériaux et les équipements utilisés sur le chantier ; et la garantie responsabilité civile, couvrant les conséquences financières des dommages causés à des tiers pendant les travaux. Cette couverture protège à la fois le maître d'ouvrage et les professionnels impliqués dans le projet, jusqu'à la réception des travaux.

Quant à l'assurance « Responsabilité Civile Décennale », elle est obligatoire pour les professionnels en charge des travaux, notamment les architectes, ingénieurs et entrepreneurs. Elle prend effet après la réception des travaux et reste valide pendant 10 ans. Cette garantie couvre les dommages compromettant la solidité de l'ouvrage, tels que les effondrements liés à des vices de construction, des matériaux défectueux ou des problèmes liés au sol.

Il est à souligner que les obligations de souscription des assurances TRC et RCD concernent les constructions à usage industriel, commercial, hôtelier, sportif ou d'hébergement, ainsi que les bâtiments résidentiels de plus de trois étages ou ayant une superficie supérieure à 800 m².

En outre, l'obtention du permis d'habiter ou du certificat de conformité est désormais conditionnée par la présentation d'un certificat d'assurance RCD valide. Il demeure entendu que l'ACAPS et la FMA veilleront au respect de la mise en œuvre de ces deux obligations d'assurances afin d'assurer une protection optimale aux assurés et aux bénéficiaires des contrats.

Afrique



Visite technique obligatoire pour la souscription d'une assurance automobile en Côte d'Ivoire

17/01/2025

Un arrêté ministériel du 6 janvier 2025 impose aux automobilistes circulant en Côte d'Ivoire la possession d'un nouveau document pour la souscription d'une police d'assurance automobile.

Les conducteurs doivent désormais détenir un certificat de visite technique en cours de validité pour pouvoir assurer leur véhicule.

L'arrêté stipule également que la durée de validité du contrat d'assurance ne doit pas dépasser celle du certificat de visite technique.

Le non-respect de cette nouvelle exigence entraînera des sanctions allant de 25 à 30% de la prime d'assurance.

Cette initiative entre dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité routière 2021-2025 visant à réduire de 50% le nombre de décès dus aux accidents de la circulation d'ici 2030.



NIA welcomes third-party motor insurance enforcements

23/01/2025

The Nigerian Insurers Association has applauded the Inspector-General of Police and the Nigeria Police Force for the recent announcement of a nationwide enforcement of the Third-Party Motor Insurance Policy, effective February 1, 2025.

This initiative aligns with the provisions of Section 68 of the Insurance Act 2003. It is a significant step towards strengthening compliance, ensuring road safety, and protecting motorists and third parties on Nigerian roads. Reacting to the announcement, the Chairman of the NIA, Mr. Kunle Ahmed, noted that it was a timely and commendable action by the Nigeria Police Force.

He emphasised the importance of enforcing the policy

to improve risk management, industry innovation, and fostering economic growth.

He said, "The enforcement of third-party motor insurance is not only a compliance issue; it is a vital strategy for ensuring financial protection for victims of road accidents and car owners. The third-party insurance policy also provides compensation for property damage and medical care for injured third parties, which further contributes to building confidence in the insurance sector.

"The NIA recognises the immense potential of this enforcement to drive positive change in the insurance industry and the broader economy. With millions of vehicles on Nigerian roads, this move is expected to increase the number of genuinely insured vehicles, reduce the prevalence of fake insurance policies, and create a more robust safety net for motorists and road users alike," he remarked.

Ahmed explained that the initiative also aligns with his administration's agenda to prioritise increasing awareness of the benefits of insurance, fostering innovation within the industry, and enhancing partnerships with key stakeholders to strengthen Nigeria's insurance ecosystem.

"As the enforcement takes effect, I want to assure the insuring public and other stakeholders that our members are fully prepared to provide seamless access to third-party motor insurance policies through authorised channels, ensuring that every Nigerian motorist can protect their risk and comply with the law.

We will work closely with our members to ensure efficient service delivery, innovative products, and improved customer experiences," Ahmed asserted.

The NIA believes this enforcement is a game-changer for the industry, as it will encourage greater public trust in insurance, reduce uninsured risks, and stimulate economic activity. The NIA has also set up initiatives to collaborate with the National Insurance Commission in increasing public awareness and sensitisation efforts to educate Nigerians about the benefits of genuine motor insurance policies.

The NIA calls on vehicle owners nationwide to take full advantage of this opportunity by obtaining their third-party motor insurance policies through licensed and authorised insurers. We can build a safer, more accountable, and better-protected road.

Flexible car premiums essential to driving coverage as costs rise

09/01/2025

Recent data from the Insurance Regulatory Authority (IRA) shows that motor vehicle insurance made up 27.5 percent of all gross written premiums.

In Kenya's tough economic climate, where the cost of living is skyrocketing, owning a car can feel like more of a burden than a blessing—especially when it comes to motor insurance.

Annual lumpsum premiums are forcing car owners to dig deep into their pockets, spending up to 10 percent of their car's value on insurance. For most, that's just too much to handle.

Take comprehensive insurance, for instance. Depending on your car's value, you could be looking at anywhere between Sh35,000 for a small car to well over Sh200,000 if you're driving a high-end vehicle.

Because of these hefty costs, many Kenyans opt for basic third-party insurance, which typically costs between Sh10,000 and Sh15,000.

While this might be easier on the wallet, it leaves them exposed in case of accidents, theft, or worse since it only covers third party property damage and bodily injuries.

Although Kenya's motor insurance sector raked in Sh54 billion last year, comprehensive insurance penetration remains low.

The truth is, many people simply can't afford the upfront lumpsum cost, and that's a huge problem.

With over 40 percent of Kenyans living below the poverty line, it's no surprise that large lump-sum payments for insurance are often out of reach.

So, what's the solution? Flexible payment plans. Just imagine paying your insurance premiums in smaller, more manageable monthly installments instead of one big chunk. It would ease the pressure and help fat road crashes in Kenya cause over Sh450 billion in annual losses, a figure that's staggering, to say the least.

The numbers are clear. Recent data from the Insurance Regulatory Authority (IRA) shows that motor vehicle insurance made up 27.5 percent of all gross written premiums.

MENA:2025 Outlook stable on growth and reforms despite geopolitics

15/01/2025

The outlook for credit fundamentals for sovereigns in the Middle East and North Africa (MENA) remains stable, said Moody's Ratings in a new report.

Supportive, albeit lower, oil prices and a recovery in oil production will buttress economic growth and public finances for the region's hydrocarbon exporters. Easing monetary conditions and large investment projects will underpin steady growth for the wider region, in turn supporting further fiscal adjustment and reforms. Despite having a limited economic and fiscal impact in 2024, regional geopolitical tensions remain the main source of credit risk, said the ratings agency.

The report added that economic growth for most of MENA will be stronger in 2025, driven by oil production recovery and large investment projects. For most hydrocarbon exporters, crude oil output is set to expand as OPEC+ begins to unwind strategic production cuts, though this is subject to global demand risks. Steady economic expansion will be supported by public sector-led infrastructure and diversification projects, especially in Saudi Arabia (Aa3 stable) and the United Arab Emirates (UAE, Aa2 stable). Growth in Turkiye (B1 positive) will slow, as ongoing policy adjustment curbs domestic demand.

Lower oil prices will weigh on public finances of hydrocarbon exporters, but most other MENA sovereigns will see fiscal improvements. Broadly favourable macroeconomic conditions will support public finances, although lower oil prices will drive fiscal deterioration for most hydrocarbon-exporting sovereigns. Fiscal balances in most hydrocarbon importers will benefit from consolidation efforts, often under their existing IMF programmes. Lower global interest rates will support investor appetite for issuances of lower-rated sovereigns, easing government and external liquidity pressures, but debt affordability remains a challenge.

Geopolitics will remain the main source of credit risk. The conflicts in the region have become more complex and will continue to add uncertainty to the outlook for MENA creditworthiness. The risk of escalation will persist. What could change the outlook. Moody's said, "A regional war involving Iran could disrupt energy production and trade, lead to significant tightening of financing conditions and limit longer-term growth. While not in our baseline, this would turn the outlook sharply negative. A drop

in global energy demand that results in lower oil production or sharply lower prices could hurt public finances and economic activity of the region's hydrocarbon exporters, leading to a negative outlook. Conversely, a sustained de-escalation in the current conflicts and stabilisation of regional geopolitics would be positive."

Takeaways from the report suggest that

Real GDP growth for the region's hydrocarbon exporters is set to rise to 3.5% in 2025 from an estimated 1.9% in 2024 as Saudi Arabia, UAE, Iraq Kuwait and Oman begin to reverse some of the oil production cuts that were implemented in 2023

The impact of large investments will be most visible in Saudi Arabia as high government and sovereign wealth fund spending related to the Vision 2030 diversification programme continues into 2025

Growth in Qatar will be supported by the development of the petrochemical industry and construction activity related to the expansion of the LNG production capacity, scheduled to come online during 2026-2030.

In Kuwait, non-hydrocarbon growth will be driven by large projects including the construction of a new port and a new airport terminal

If improved domestic security conditions are sustained, Iraq's non-hydrocarbon growth will remain above pre-COVID averages due to gradual implementation of several transport and energy projects In the UAE, non-hydrocarbon growth will slow slightly due to the completion of some previous infrastructure projects, but will remain robust at around 5% in 2025

international at WTW, said the license underscores WTW's commitment to serving clients worldwide.

"WTW prides itself in being able to serve clients globally, and obtaining our reinsurance broker license in the Kingdom of Saudi Arabia further enhances our international capabilities," Thomson-Hall said. "We are thrilled to have Mohammed join us at this pivotal time in our evolution to broaden our reinsurance capabilities and drive new growth opportunities in this vibrant market."

Eleni Lykoudi, head of CEEMEA at WTW, emphasized AISudairy's leadership role in advancing WTW's growth strategy in Saudi Arabia and the broader region. "His appointment signals our commitment to the Kingdom and the broader region. We're confident that his deep market insights will help us further innovate and deliver even greater value to our clients," Lykoudi said.

AISudairy commented on his appointment as the brokerage moves to expand its operations in the Kingdom. "I'm very pleased to join WTW during this important phase of expansion. Securing our reinsurance broker license in Saudi Arabia, positions us to deliver exceptional support and solutions to our clients throughout the Kingdom," AISudairy said.

He also highlighted the opportunity to contribute to the objectives of Saudi Arabia's Vision 2030 initiative, which aims to diversify the country's economy and develop key industries.

Insurance BUSINESS

WTW secures reinsurance license in Saudi Arabia

20/01/2025

WTW has obtained a license to operate as a reinsurance broker in Saudi Arabia. The move expands WTW's presence in the Kingdom and aligns with its strategy to enhance international capabilities.

The company also named Mohammed S AISudairy (pictured above) as head of reinsurance broking for WTW Saudi Arabia.

Based in Saudi Arabia, AISudairy brings experience in treaty, facultative, and claims management for the local market. He previously served as deputy chief executive officer at Chedid Reinsurance Brokerage. Pamela Thomson-Hall, head of



Syria: Insurance sector could collapse, Federation warns

20/01/2025

The Syrian Insurance Federation (SIF) issued a statement expressing its regret that the bank accounts of insurance companies and SIF have been frozen in pursuant to the instructions of the Central Bank for more than a month without clarifying the reasons for this freeze from the relevant authorities.

According to Al Iqtisadi News (aliqtisadi.com), the SIF statement said that although insurance companies have completed the submission of documents that were recently requested from them, their inability to transact their bank accounts, in addition to the SIF bank account, has a major impact on shaking confidence in the insurance companies and the service they provide, which threatens the collapse of

this sector.

The statement added that freezing bank balances for a relatively long period will lead to the inability of companies to fulfil their financial obligations due for various insurance policies, especially the dues of healthcare service providers where many of them have stopped offering their services as a result of not receiving their financial dues for a long period.

Moreover, insurers are also unable to pay the claims rising from motor traffic accidents and taxes and fees of various types within the legal deadlines granted to them. In addition, several insurers were unable to pay salaries and wages of December. The same goes for the SIF as it was unable to pay insurance companies certain commitments arising from issuing compulsory motor insurance covers.

The statement added that the Federation has been communicating with the relevant authorities including the Ministry of Finance, the Syrian Insurance Supervision Authority and the Central Bank in order to resolve this issue in order to avoid possible negative complications that would result from the freezing of the insurance companies' bank accounts.

Internationale



LA wildfires may erode over 30% of combined nat cat budgets of Europe's big four: Fitch

23/01/2025

At \$35 billion, roughly the mid-point of insurance industry loss estimates from the devastating Los Angeles wildfires, Fitch Ratings estimates that 30% of the aggregate natural catastrophe budgets set by Europe's big four reinsurers for 2025 may be eroded.

With the two main fires, Palisades and Eaton now 70% and 95% contained, respectively, according to the most recent update from the California Department of Forestry and Fire Protection, this week has seen risk modellers release preliminary industry loss estimates.

CoreLogic's is the highest at \$35 billion to \$45 billion, followed by Verisk's range of \$28 billion to \$35 billion, and Moody's RMS' range of \$20 billion to \$30 billion, which was the earliest of the three to come out.

Based on a mid-point industry loss of around \$35 billion, Fitch estimates that for Munich Re, Swiss Re, Hannover Re, and SCOR, this would translate into aggregate losses of around 30% of their combined nat cat budgets anticipated to be set for 2025.

"We estimate that the top end of industry estimates, USD45 billion, would lead to the erosion of about 38% of their catastrophe budgets," says Fitch Ratings.

As highlighted by Fitch in its report, European reinsurers cut their exposure to high-risk wildfire zones in the State of California since the costly fires of 2017 and 2018. However, these LA wildfires have been extremely damaging and given how big the overall insured loss will be, reinsurers will still be materially affected, notes Fitch.

"Most of their losses will be from property and casualty reinsurance business, but they could also face significant losses from specialty reinsurance and, in some cases, from their directly written ("primary") insurance cover," says the ratings agency.

While the hit to Europe's big four cat budgets will be considerable, Fitch does not foresee material implications for the companies' earnings and capital. If insured losses land at \$35 billion, Fitch estimates this would generate losses for the four reinsurers equivalent to about 15% of their expected combined earnings or about 3% of their combined shareholders' equity.

Prior to the outbreak of the LA wildfires, Munich Re, Swiss Re, and Hannover Re all set higher earnings targets for 2025, but despite the impact, Fitch doesn't expect any adjustments to their financial guidance for the year.

As we wrote yesterday, Munich Re executives confirmed the firm's €6 billion profit target for 2025 despite the impacts of the wildfires.

In terms of rates, Fitch says that it's still too early to tell how these fires will influence reinsurance pricing.

"The losses may slow the general decline from recent highs, but we do not expect them to drive a significant increase in rates, other than in particularly high-risk areas," says Fitch.



Aon flags 60% protection gap as nat cat losses reach \$368bn in 2024

22/01/2025

According to Aon, global insurance losses in 2024 were 54% higher than the 21st-century average, covering \$145 billion of the \$368 billion in natural disaster damages, leaving a protection gap of \$223 billion, or 60%.

The \$368 billion in economic losses caused by natural disasters in 2024, driven primarily by hurricanes and severe convective storms (SCS) in the U.S., reportedly marks the ninth consecutive year of losses exceeding \$300 billion.

"Increases in population, wealth and overall exposure to natural hazards in high-risk areas continue to be a crucial component of growing disaster losses," Aon's report explained.

The firm continued, "Even as insured losses far exceeded the average, the protection gap stood at 60%, representing a significant financial headwind to communities, businesses and governments."

Hurricane Helene, which made landfall in the U.S. in September and caused \$75 billion of damages and 243 fatalities was reportedly the costliest global event in 2024.

Meanwhile, Hurricane Milton in October was the costliest single global insured loss event, causing \$20 billion in losses.

As per Aon's report, these events contributed significantly to the fact that 78% of global insured losses were recorded in the U.S.

The firm also highlighted the growing exposure to severe convective storm (SCS) losses in the U.S., which increases the likelihood of billion-dollar disasters.

This risk is said to be further amplified by the continued spatial growth of cities in regions regularly affected by SCS activity, such as Dallas, Houston, and Denver.

Greg Case, CEO of Aon, commented, "The devastating events of 2024 underscore the significant economic toll of climate risk. Evidenced by the data in our report – and the tragic destruction in California at the beginning of 2025 – extreme weather remains a powerful force driving the

complexity and volatility that businesses and communities face and emphasizes the urgent need for innovative solutions to address this growing challenge."

Case added, "When it comes to climate risk, the stakes could not be higher. The \$223 billion in uninsured losses in 2024 challenges the ability to rebuild, recover and create more resilience across the globe.

"Part of the solution requires investments in technology and analytics to model and price the risks and attract deeper capital pools that can see a potential return on investment to take on these risks. Capital will not go where it is not protected – and the events from 2024 should stimulate innovation across our industry to strengthen the global economy."

Andy Marcell, CEO of Risk Capital for Aon, said, "The insurance industry – and broader financial community – has the opportunity to bring new sources of capital to protect vulnerable communities and create greater economic resilience.

"The collaboration between various stakeholders will be crucial in developing public-private partnerships and innovative insurance products that offer a sustainable way of closing the protection gap."

Michal Lörinc, head of Catastrophe Insight at Aon, noted, "Our understanding of natural hazards continues to evolve, but one trend is clear – we continue to see a greater number of large-scale disasters in terms of financial loss. Businesses and communities need to prepare their people, operations and properties using insights from the latest forecasting models, analytics and reliable climate data."



Hannover Re now seeks up to \$200m of aggregate retro from 3264 Re 2025 cat bond

22/01/2025

Hannover Re is now seeking an upsized \$200 million in broad retrocession covering worldwide peak perils on an annual aggregate basis, from its new 3264 Re Ltd. (Series 2025-1) cat bond transaction that is in the market, Artemis has learned.

Hannover Re logo and logomarkThe reinsurer returned to the cat bond market earlier this month, with an initial target to secure \$175 million in aggregate retrocessional reinsurance from this fourth in the 3264 Re series of deals.

This new 3264 Re 2025-1 catastrophe bond seeks broad multi-year annual aggregate retrocessional reinsurance protection for Hannover Re from one tranche of notes, while a second tranche is focused on North American earthquake risks only.

The retrocessional coverage it provides to Hannover Re will run across three years, with three annual risk periods that start on February 1st and end January 31st, up to Jan 31 2028.

The target size has now been increased, we're told, with up to \$200 million in protection now sought, while the price guidance has been updated, one tranche seeing the price a little higher than the original mid-point of guidance, the other seeing the price fall.

What was a \$75 million tranche of Class A notes will cover a range of worldwide perils with event caps and franchise deductibles at a range of index levels for each and these are now pitched at up to \$100 million in size, we're told.

The Class A notes have an initial expected loss of 7.5% and were initially offered with spread price guidance in a range from 20.5% to 21.5%, but we're now told the price guidance has been updated to 21.25%, so in the higher end of the range.

A \$100 million tranche of Class B notes, that will only cover the North America earthquake peril, including Canada, are still pitched at the same initial size.

The Class B notes have an initial expected loss of 0.92% and were first offered with spread price guidance in a range from 3.5% to 4%, but we're now told that has fallen to an updated range of 3% to 3.5%.

As a result, it looks like Hannover Re may upsize its latest catastrophe bond slightly, while the way the pricing moves shows cat bond investors still demanding adequate returns for taking on more risky aggregate tranches of notes, while the earthquake only tranche looks set to price more keenly for the reinsurer.

